Depuis presque 10 ans, le Canada participe à une guerre d'occupation en Afghanistan contre la volonté de la majorité de la population. Pour justifier cette guerre, on nous dit soit que nous devons respecter nos engagements face à l'OTAN, soit que c'est une mission de l'ONU, ou encore que nous devons venir en aide aux femmes afghanes ou que le retrait des troupes serait irresponsable.

Du 19 au 21 novembre dernier, plus de 250 personnes de tous les horizons de la société civile québécoise ont participé au *Sommet populaire contre la guerre et le militarisme,* organisé par le Collectif Échec à la guerre à Montréal, pour y débattre des enjeux de la militarisation de la politique étrangère du Canada, du rôle de l'OTAN et de l'ONU dans le monde, et de l'instrumentalisation des droits des femmes et des droits humains en général. La Déclaration ci-dessous a été élaborée en consultation avec de nombreux groupes de la société civile québécoise et rendue publique au terme de ce Sommet. Sa publication, aujourd'hui, coïncide avec le 8e anniversaire de l'invasion illégale de l'Irak en 2003, une autre composante de la soi-disant « guerre contre le terrorisme », particulièrement brutale et destructrice, et qui est loin d'être terminée.

La Déclaration est présentement endossée par 119 organisations et 165 personnes, qui ont contribué financièrement à sa publication. Vous trouverez la liste complète des signataires de la Déclaration sur le site : www.echecalaguerre.org

POUR EN FINIR AVEC LA LOGIQUE DE GUERRE ET DE DOMINATION !

En tant qu'organismes québécois voués à la défense et à l'élargissement des droits civils et politiques, économiques, sociaux et culturels, ici et partout dans le monde,

En tant que citoyennes et citoyens du Québec épris de paix et de justice et soucieux de développer des relations internationales de coopération fondée sur l'égalité et la solidarité,

NOUS SOMMES INDIGNÉ-ES

de la spirale guerrière et antidémocratique dans laquelle le Canada s'enfonce de plus en plus;

de la participation du Canada, depuis octobre 2001, à une guerre d'occupation en Afghanistan qui sème mort et destruction sous prétexte de lutte pour la démocratie, la sécurité et les droits des femmes dans ce pays et qui s'étend maintenant au Pakistan;

du vote du Parlement canadien en 2008 prolongeant cette intervention au moins jusqu'en juillet 2011 et de la décision du gouvernement conservateur — avec l'appui des Libéraux — de la prolonger à nouveau jusqu'en 2014, le tout à l'encontre de la volonté de la majorité de la population;

de l'allocation à cette logique guerrière de fonds publics sans cesse croissants (au Canada seulement, 58 millions de dollars par jour en 2009-2010) au détriment des dépenses sociales et d'une véritable aide au développement;

de la complicité du Canada avec la torture, tant celle des Afghans faits prisonniers dans les combats que celle de certains citoyens canadiens dans des prisons étrangères;

de la militarisation de la société canadienne qui engendre l'augmentation de la violence, notamment envers les femmes;

de la campagne de peur axée sur une menace terroriste exagérée pour justifier la guerre et plusieurs mesures de surveillance et de répression qui érodent nos droits et libertés;

de l'omniprésence des activités de relations publiques de l'armée canadienne dans les grands événements sportifs, sociaux et familiaux et de leurs campagnes de recrutement dans les institutions d'enseignement jusque dans les écoles primaires;

des conséquences socio-environnementales de plus en plus graves des guerres et des entraînements militaires;

de la militarisation croissante de l'Arctique, qui va de pair avec des projets économiques néfastes pour l'environnement et la négation des droits des peuples autochtones.

NOUS DÉNONÇONS LES « VA-T-EN-GUERRE » ICI MÊME AU CANADA :

les gouvernements canadiens successifs, libéraux et conservateurs, qui nous ont entraînés dans cette dynamique et ont justifié la guerre avec des faux arguments;

les grands milieux d'affaires – *Conseil canadien des chefs d'entreprises* en tête – qui n'y voient que des occasions de profits, notamment pour l'industrie militaire;

les partis politiques qui mettent en œuvre des politiques guerrières ou qui ne s'y opposent que du bout des lèvres;

les grands médias qui véhiculent peu l'opposition de la majorité de la population à la guerre et ne présentent pas ses conséquences tragiques pour les populations civiles.

NOUS REJETONS CATÉGORIQUEMENT

le faux discours de la « guerre contre le terrorisme » et l'implication militaire, directe ou indirecte, du Canada aux côtés des États-Unis dans le cadre d'une politique visant à étendre leur hégémonie à l'ensemble de la planète et caractérisée par :

plusieurs guerres déclenchées et menées en violation du droit international, dont le droit humanitaire international : Kosovo en 1999, Afghanistan en 2001, Irak en 2003, Liban en 2006, Gaza en 2009; et d'autres appréhendées, contre l'Iran et la Corée du Nord, que l'on menace même de frappes nucléaires;

le détournement du Conseil de sécurité qui ne condamne ni ces agressions illégales, ni les crimes de guerre qu'elles entraînent, ni les projets flagrants de mainmise étrangère mis en œuvre par les agresseurs à l'encontre du droit international;

l'élargissement provocateur de l'OTAN vers l'Est et sa double transformation en tant que bras armé de l'hégémonie étasunienne intervenant partout dans le monde et en tant que mandataire de l'ONU, jetant ainsi un profond discrédit sur l'ONU aux yeux de l'opinion publique mondiale;

les menaces et les plans de déstabilisation à l'égard de certains pays qui refusent de se soumettre au « Nouvel ordre mondial » imposé par les États-Unis;

la relance d'une course aux armements, y compris le développement de nouvelles armes nucléaires et une militarisation accrue de l'espace.

NOUS APPELONS LA POPULATION QUÉBÉCOISE À SE MOBILISER pour contribuer à renverser cette dynamique mondiale destructrice en exigeant du Gouvernement du Canada :

le retrait immédiat des troupes canadiennes de l'Afghanistan;

la réduction importante des dépenses militaires et la tenue d'un vaste débat public sur la politique étrangère canadienne, le rôle de l'armée, l'industrie militaire et le commerce des armes;

la fin du partenariat militaire avec les États-Unis, y compris le retrait du Canada de l'OTAN;

la fin de son discours d'instrumentalisation des droits des femmes et de promotion de la « responsabilité de protéger » pour justifier la guerre et la condamnation ferme de toute intervention non conforme au droit international;

et de la communauté internationale :

le renouvellement démocratique de l'ONU, notamment par le respect intégral de sa Charte, le renforcement du rôle de l'Assemblée générale et une réforme en profondeur du Conseil de sécurité dont l'abolition du droit de veto;

l'application de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU concernant l'implication des femmes dans la prévention et le règlement des conflits ainsi que les processus de paix.

Le 9 avril 2011

Journée pancanadienne d'action pour la fin de la guerre d'occupation de l'OTAN en Afghanistan

À Montréal, à 13h : Action « Sons et noirceurs de la guerre »

Lieu à confirmer

Consulter le site www.echecalaguerre.org pour plus d'informations

D000244397_001.11M7KN 18/03/11 11:27 100.0 %